

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 283 Jan. 2026-Trente-deuxième année
Directrice de l'édition Christine ALFARGE



Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

-Quand la France se déchaînera ... Jacques MYARD	page 2
-ÉQUILIBRE ET VOLONTÉ : UNE POLITIQUE DE PAIX ... Christine ALFARGE	page 3
-Les conceptions stratégiques du général de Gaulle face au monde 1990... Pierre MESSMER	page 5
-Livre Les hommes partis de rien » de René Cassin.... Préface de Emmanuel Decaux	page 7
- De Gaulle, l'esprit et les armes ... ARNAUD TEYSSIER	Page 8
-Exposition La vie d'un chef, Charles de Gaulle (1890-1970)	page 11





Jacques MYARD

Quand la France se déchaînera...

Basé sur des réflexions personnelles de l’auteur, Jacques Myard, ce livre incite à élaborer des Idées dont notre pays a tant besoin pour sortir de l’ornière dans lequel il se trouve.

Un constat sans appel sur les causes de son affaiblissement dans tous les domaines mais en gardant toujours l’espoir de relever les nombreux défis auxquels la nation est confrontée aujourd’hui.
Et demain ?

Il est proposé une vision globale comme pour tout pays qui veut aller loin et fort mais cela implique forcément de se donner les moyens d’agir. Indépendance et souveraineté sont les deux piliers indispensables à l’avenir du pays à condition de faire des choix à notre portée.



Résumé

L'avenir est-il celui du déclin inéluctable de la France ? La France se trouve à la croisée des chemins, sommée de choisir pour rester dans l'histoire.

Il lui faut enfin relever les défis qui la prennent à la gorge, se réveiller ou se révolter au risque du chaos. En somme, ôter les chaînes qui l'entravent ou subir les accès de violences de plus en plus incontrôlables.
C'est le combat toujours renaissant de notre indépendance, garante de nos libertés.

D'où viendra le sursaut salutaire ? Ce modeste ouvrage s'attache, avec la verve coutumière de l'auteur, à décrypter quelques menaces qui guettent notre pays, et dessine les voies indispensables du renouveau.

Un livre JDH Editions, préfacé par Jean-David Haddad, sorti le 17 novembre 2025

Jacques Myard Maire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.



ÉQUILIBRE ET VOLONTÉ : UNE POLITIQUE DE PAIX

« Délibérer est le fait de plusieurs. Agir est le fait d’un seul »

Charles De Gaulle.

Par Christine ALFARGE,

« Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l’Europe, l’Europe, l’Europe mais cela n’aboutit à rien et cela ne signifie rien. Je répète, il faut prendre les choses comme elles sont. » Charles De Gaulle s’exprime ainsi le 14 décembre 1965 lors d’un entretien entre les deux tours de la présidentielle. On a souvent commenté à juste titre cette phrase du général De Gaulle : « On ne fait pas de politique autrement que sur des réalités » définissant précisément le socle de sa politique diplomatique, économique et sociale. Qui peut lui contester d’avoir eu le courage d’affronter la question européenne en réunissant à la fois le progrès social mais aussi l’identité politique par rapport aux autres pays du monde ?

En 2026, de quoi s’agit-il ?

L’instabilité ne s’arrête pas aux portes de l’Europe et de l’Orient, le centre de gravité est devenu asiatique de nouvelles confrontations territoriales en Asie-Pacifique amorcent également une nouvelle donne entre les grandes puissances qui doivent faire face à d’autres défis sur la sécurité régionale. En mer de Chine orientale, le Japon et la Chine se livrent une lutte d’influence pour la prééminence politico-militaire, culturelle, économique et commerciale en raison d’importantes réserves en hydrocarbures constituant un formidable potentiel de croissance que ce soit dans le secteur industriel ou commercial. La tentation chinoise est omniprésente autour des îles Senkaku sous le regard observateur et méfiant du Japon qui se dit prêt à employer la force. En effet, Pékin revendique une des îles de l’archipel des Senkaku en japonais, appelé Diaoyu en chinois. La dispute territoriale entre la Chine et le Japon qui remonte à quatre décennies, est une guerre larvée d’un conflit territorial sur fonds d’intérêts économiques.

Une épée de Damoclès pour l’équilibre mondial et la paix.

Il existe un risque de conflit majeur dans les îles Senkaku. La Chine veut contrôler l’archipel plein d’hydrocarbures identifiés dans ses fonds marins en 1969 par une mission d’évaluation scientifique des Nations unies. Les ambitions de Pékin en mer de Chine sont sans aucun doute le signal d’un expansionnisme sur d’autres territoires situés en mer de Chine. Régulièrement, les incursions de vaisseaux chinois autour de l’archipel provoquent des regains de tensions suite à l’acquisition en septembre 2012 par Tokyo de deux îles sur cinq d’une partie de l’archipel appartenant à un propriétaire privé japonais.

Le spectre d’une guerre froide sino-japonaise.

Chine et Japon veulent affirmer leur souveraineté. Des spécialistes français en recherche stratégiques observent que : « Le conflit sur les îles Senkaku/Diaoyu ravive les nationalismes de la région. Jusqu’où les deux géants asiatiques pousseront-ils leurs tensions historiques ? ». Aujourd’hui, le risque pour Pékin de s’engager dans un conflit majeur n’est pas d’actualité, sa priorité est de poursuivre son développement et la modernisation de son économie. Mais la force du nationalisme chinois, la soif de reconnaissance de Pékin en tant que puissance majeure et puissance dominante en Asie, les besoins énergétiques croissants du pays, enfin ses instabilités sociales et démographiques pourraient aisément conduire les dirigeants chinois à des prises de risques. La Chine veut à la fois contenir ses conflits sociaux intérieurs et tester la défense américano-japonaise visant à protéger les îles Senkaku. Quelles seront les évolutions de ce conflit au regard de la nouvelle politique étrangère chinoise ?

Le système occidental dominait le monde, il n’a plus le monopole du bien et des certitudes. Son modèle de croissance condamné par la mondialisation financière et un facteur démographique qui a pris une revanche de masse, nous vivons le renversement du monde. Cette crise qui frappe le monde est une crise bancaire et financière, elle révèle que l’économie ne peut constituer le fondement, hors marché, des sociétés. Nous devons repenser avec la plus grande acuité, notre propre place dans le monde.



Quelle était la France et sa situation maintenant ?

Au regard des États-Unis sur l’avenir des différents États européens, la France ne recevait que des louanges sur son modèle économique et social. Aujourd’hui on ne parle que de situation d’endettement, de cessation de paiement, de régression dans tous les domaines, de guerre aux portes de l’Europe. Nous sommes passés d’une situation enviable à une situation détestable qui va de plus en plus mal.

Et la politique étrangère ?

Il faut réaffirmer la voix de la France, fidèle à elle-même, une grande nation, la fierté d’être français doit renaître dans notre pays. Le sentiment d’appartenance est primordial pour préserver la nation si on veut préserver la souveraineté. Seule une France retrouvant confiance en elle-même pourra jouer un rôle déterminant à la construction d’une Europe fondée sur des projets et sur les nations, œuvrant à une politique de paix et d’équilibre.

En septembre 1961, contre toute supranationalité, le général De Gaulle présentait son projet sur la construction européenne : « Assurer la coopération régulière des Etats de l’Europe occidentale, c’est ce que la France considère comme souhaitable, possible et pratique, dans les domaines politique, économique, culturel et dans celui de la défense... Cela comporte un concert organisé, régulier de gouvernements responsables et le travail d’organismes spécialisés dans chacun des domaines communs et subordonnés aux gouvernements... ».

La France a des intérêts propres et des intérêts communs pour vivre en paix. Cependant, elle doit se préparer à des temps difficiles en retrouvant des marges de manœuvres pour agir sur son destin. Un débat sérieux doit s’engager sur l’état de notre pays en particulier sa dette publique et sa compétitivité par des choix à notre portée, en redonnant du sens à l’action publique dans l’intérêt général du pays. Il faut avoir une vision pour son pays, quelle sera la France de demain ? Première chose à enseigner aux dirigeants s’ils entendent diriger ce pays, avoir le sens de l’histoire. Le projet de capacités est de ne pas s’aliéner aux puissances. La France ne sait pas où elle va, au-delà des postures politiques, compte-t-elle avoir une voix en Europe ?

L’Europe des nations, une évidence.

Il faut créer l’Europe des réalités, celle pour laquelle le général De Gaulle n’a cessé de se battre toute sa vie pour la mener à terme, les traités de paix n’étant jamais une garantie au regard des velléités et des ambitions hégémoniques des États. Ce n’est pas le repli sur soi mais la liberté de décisions dans le concert des nations.

L’art des réalités.
« On peut aimer que le sens du mot « art » soit tenter de donner conscience à des hommes de la grandeur qu’ils ignorent en eux. » écrivait André Malraux.
À l’inverse, le général de Gaulle avait une hauteur de vue et une grande ambition pour son pays, conscient du rôle qui serait le sien. Dès son plus jeune âge, il se sent prédestiné à prendre en main la conduite du pays, son destin lui ouvrit la voie. Mais si la politique est un art, elle subit l’exigence des faits et doit tenir compte des réalités.

« La politique quand elle est un art et un service, non point une exploitation, c’est une action pour un idéal à travers des réalités. » dira le général De Gaulle, alors qu’est-ce que la realpolitik ? Il faut distinguer l’objectif à atteindre par n’importe quels moyens, c’est la realpolitik notamment sur le plan économique alors que l’art des réalités, « c’est d’atteindre le but en tenant compte des circonstances, en les faisant évoluer sans les contraindre. Car ces contraintes provoquent le plus souvent des réactions hostiles. » explique Pierre Lefranc lors d’un entretien.

De Gaulle, la conscience et l’intuition.
Le général De Gaulle, c’est la proximité dans la distanciation, il incarnait à la fois une marque de grandeur qui caractérise les plus célèbres personnages de l’histoire tout en ayant une proximité naturelle auprès des Français basée sur la confiance et l’efficacité. « Ce qui nous réunit, c’est cela même, qui remplit l’âme de notre peuple, soucis pour la France menacée, volonté de surmonter les périls, espérance à la pensée que la nation va sortir du marasme affreux où les partis la tiennent enlisée et suivre enfin la route du salut. » dira le général de Gaulle lors d’un voyage en Bretagne.
De Gaulle et les Français, c’est fusionnel, aucune autre personnalité n’a perçu à ce point leur ressenti dans de nombreux déplacements officiels qu’il effectuera à travers le pays, notamment dès la libération de Paris.

Toujours auprès des Français.
À la Libération, le pays est exsangue, il règne un chaos politique, économique et social, inouï. La situation semble inextricable, les transports sont hors d’état de fonctionner, tout est à reconstruire. Les Français que deviennent-ils ? Comment vivent-ils ? Le général De Gaulle est très soucieux de leur sort, il veut se rendre compte de la situation au quotidien, affirmant sa présence et l’autorité de l’Etat. De Gaulle veut s’assurer de l’état d’esprit des populations et leurs réactions.

De Gaulle l’espoir d’un peuple.
En 1944, le général De Gaulle rejette l’austérité, « pour éviter l’inflation, contrôler les déplacements des fonds du marché noir, déterminer les budgets après les lourdes ponctions des occupants, rétablir la confiance dans la monnaie et affirmer la crédibilité du franc, il eut le choix entre la solution drastique de Mendès France et la solution, plus souple de Pleven. C’est à travers ses voyages, ayant mesuré l’ampleur du désarroi de la nation, qu’il a choisi la solution la moins rude. » explique Pierre Lefranc qui avait accompagné de nombreuses fois le général de Gaulle à travers la France.

Charles de Gaulle ne renonce jamais.
Son départ du pouvoir en janvier 1946 n’a pas pour autant mis fin à ses voyages, de mai 1946 à octobre 1957, il se rendra dans de nombreux pays étrangers ou des territoires français : l’Algérie, le Maroc, l’Afrique, la Tunisie, Madagascar, le Pacifique, l’Ethiopie, les Antilles, l’Australie et le Sahara.

Les Outre-mer, une réalité historique.
« Conduire les peuples de la France « d’Outre-mer » à disposer d’eux-mêmes et, en même temps, aménager entre eux et nous une coopération directe, voilà quelles étaient mes simples et franches intentions. » écrira le général De Gaulle dans ses Mémoires d’espoir.

Au regard de l’histoire, Pierre Messmer écrira « S’agissant de la décolonisation, elle était inévitable car le XXème siècle a vu la mort des empires : après la Première Guerre mondiale, l’empire colonial allemand a été distribué entre les vainqueurs tandis que les empires austro-hongrois et ottomans, longtemps ennemis, ont disparu ensemble ; après la Seconde Guerre mondiale, sous la poussée des peuples jeunes, aux élites impatientes, les empires coloniaux de l’Italie, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Hollande et de la Belgique ont cessé d’exister en moins de quinze ans, avec la complicité plus ou moins active des deux superpuissances, Etats-Unis et U.R.S.S. qui croyaient y trouver leur avantage. » Les visites du général De Gaulle plaçaient la France au premier rang des nations démocratiques ce qui favorisait les relations diplomatiques. Sur le plan international, ces nombreuses visites montraient surtout le réalisme du général, sa volonté de hisser notre pays au plus haut niveau dans le concert des nations.

En 1958, De Gaulle agit de nouveau.
À son retour au pouvoir en 1958, les rapports du général De Gaulle avec les citoyens dont il a compris les difficultés, vont-ils changer ? Extraordinairement, le général De Gaulle en homme d’action va continuer à rencontrer les Français à un rythme encore plus soutenu qu’auparavant. Malgré le contexte difficile de la crise algérienne ne facilitant pas les choses à cette période, il s’exprime ainsi : « Je tiens à rencontrer le fermier et le chef d’entreprise locale. Je me déplacerai en voiture. Je passerai par les préfectures et les sous-préfectures et je m’arrêterai dans les bourgs et les villages traversés. » Yvonne de Gaulle, toujours présente, visitait très discrètement des œuvres de bienfaisance. « Si la France, dans ses profondeurs m’a, cette fois encore, appelé à lui servir de guide, ce n’est certes pas pour présider à son sommeil... Mon devoir est donc tracé et pour aussi longtemps que le peuple voudra me suivre. » écrit Charles de Gaulle dans ses Mémoires d’espoir.
« De nos jours, la France souffre terriblement de l’absence d’Hommes à la dimension de Charles De Gaulle. C’est vraiment triste et regrettable » Ma France de Jean Ferrat.

Aujourd’hui, les intérêts personnels et le chacun pour soi dominant, le sens de l’engagement s’est terni et doit nous faire réfléchir pour l’avenir de notre pays qui a besoin d’une colonne vertébrale unifiant la nation à travers un projet fort !

Redonner sa place à la réflexion stratégique et au renseignement.
C’est la mise en concurrence des États qui va dominer le monde. Nous ne devons pas nous bercer d’illusions mais au contraire être réactifs, cela implique une prise de conscience collective et toujours regarder vers l’avant. Actuellement, les positions françaises ne cessent de s’amenuiser concernant le chômage, la croissance, l’activité économique et tout cela faute d’anticipation. Dans une économie, on détruit et on crée. Chaque jour il y a des pertes ou des créations d’emplois. Il faut se fixer sur les nouveaux emplois, nous sommes dans une situation de compétition où les nouveaux processus de marchés ont dépassé la suprématie économique de la loi de l’offre et de la demande. En comparaison avec le secteur de la grande concurrence, les sociétés françaises semblent manquer d’expertise en stratégie et n’accordent pas suffisamment d’importance au domaine de l’information et du renseignement.

À travers une politique stratégique définissant des axes précis, il faut apprendre les jeunes générations à affronter les difficultés de la vie, les sensibiliser au respect des différences culturelles au sein de l’enseignement puis des entreprises où le partage de l’information est une chose essentielle pour accroître l’efficacité collective. Comment se comporter dans cette guerre économique mondiale où toutes les énergies devront être mobilisées vers une démarche offensive en permanence ? Notre pays doit veiller à la transmission de cette expérience internationale vis-à-vis des jeunes générations.
La place que la France occupera dans le monde dépend avant tout de notre capacité à nous adapter en fonction de nouvelles technologies, d’avoir un esprit d’anticipation grâce à notre stratégie d’information. Les Français doivent se donner les moyens de leur ambition, montrer fermement leur volonté afin de garder leur indépendance économique, sociale et politique.
Notre héritage historique doit nous permettre d’évoluer avec notre temps et continuer de nous enrichir afin d’être à la hauteur de tous ceux qui se sont battus au péril de leur vie pour notre liberté.

« Sur la pente que gravit la nation, ma mission est toujours de la guider vers le haut » écrira le général de Gaulle dans ses Mémoires d’espoir. C’est le cheminement d’une pensée haute et exigeante qui continue de peser sur le destin de la France, l’avenir des jeunes générations.

**Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme*





Pierre MESSMER

Les conceptions stratégiques du général de Gaulle face au monde de 1990

Les stratèges élaborent des principes, formulent des règles, à partir de leurs études et de leur expérience, en vue de les appliquer utilement à des situations nouvelles. Cet effort de généralisation distingue le stratège, tourné vers l'avenir, de l'historien qui décrit et fait comprendre le passé, ou du tacticien qui pense et agit dans le présent.

À l'automne de cette année 1990 qui a vu tant de changements en Europe, vingt ans après la mort du général de Gaulle, il est intéressant de confronter la stratégie gaulliste avec les réalités d'aujourd'hui, de s'interroger sur sa validité au regard du présent et du proche avenir.

La renaissance du sentiment national.

Pour de Gaulle, la nation constitue l'élément fondamental de la stratégie dont la fonction est d'assurer sa survie dans un monde plein de périls, sa défense contre les agressions, son indépendance condition nécessaire de la liberté des citoyens. Implantée sur une terre créatrice d'une culture, renforcée par les péripéties de son histoire, la nation n'est pas immortelle mais au moins durable. Elle peut survivre aux malheurs et même renaître après les catastrophes. Elle est plus forte que les idéologies et les religions : « Il est trop tard pour qu'aucune idéologie, notamment le communisme, l'emporte sur le sentiment national », disait de Gaulle dans sa conférence de presse du 9 septembre 1968. Cette immuable conviction explique le scepticisme qu'il a toujours affirmé quant aux méthodes de la guerre révolutionnaire mises en œuvre sur les théâtres d'opérations extérieures, c'est-à-dire hors du territoire national.

Sous nos yeux, l'Europe donne raison au général de Gaulle. Partout renaît le sentiment national. Non seulement dans les pays que l'impérialisme soviétique avait écrasés, mais à l'intérieur de l'URSS dans les pays Baltes et chez les minorités ethniques du Caucase, et même dans les républiques les plus puissantes et les plus peuplées, la Russie et l'Ukraine.

Quant à l'Allemagne, qui pourrait croire que la réunion de la RFA et de la RDA aurait été réalisée en quelques mois, si un puissant sentiment national, longtemps contenu, n'avait aidé à surmonter tous les obstacles, intérieurs et extérieurs ? Il est piquant de constater que les observateurs qui sous-estimaient la vigueur de ce senti ment ont été, aussi, les moins clairvoyants sur le déroulement et le rythme des événements.

Ce retour en force des nations sur la scène internationale n'est pas sans risques. Ici et là renaissent des mouvements centrifuges, séparatistes, qui troubleront tôt ou tard la stabilité dont nous avons pris l'habitude. Anticipant, de Gaulle avait affirmé que la ligne Oder-Neisse fixée à la fin de la Seconde Guerre mondiale devrait rester la frontière orientale de l'Allemagne. De façon générale, si le maintien de la paix exige le respect des frontières telles qu'elles existent, la renaissance du sentiment national trouve toujours motif à les remettre en question.

Une stratégie nationale, celle de la France, est par nature autonome. Le gouvernement doit garder les mains libres pour agir au mieux dans les changements aux conséquences imprévisibles dont nous ne pourrons pas rester toujours les témoins inertes. Notre autonomie de décision est inaliénable en ce qui concerne l'arme nucléaire : on n' imagine pas que le président de la République y renonce, ni ses successeurs. D'une façon générale, elle est nécessaire pour que la France ne soit pas entraînée là où elle ne voudrait pas aller ; elle est utile pour permettre des initiatives, le moment venu.



Elle serait paralysée par une intégration des forces françaises dans un ensemble où elles ne relèveraient plus du commandement national. C'est pourquoi de Gaulle avait été farouchement opposé à la CED, dans les années cinquante, et est sorti du commandement intégré de l'Otan, dans les années soixante. Demain, la multiplication d'unités mixtes comme la brigade franco-allemande aboutirait à une sorte d'intégration, de même que le stationnement de forces étrangères sur notre territoire, à moins qu'elles soient sous notre commandement, ce qui est peu vraisemblable.

Les alliances et la défense de l'Europe.

Autre principe de la stratégie gaulliste : les alliances sont utiles et parfois nécessaires mais elles ne sont pas éternelles. Même « bonnes et solides », elles s'usent, s'affaiblissent parce que les hommes, les nations, le monde changent sans arrêt. « Rien ne peut faire qu'un traité reste valable intégralement quand son objet s'est modifié. Rien ne peut faire qu'une alliance reste telle quelle quand ont changé les conditions dans lesquelles on l'avait conclue ». Cette déclaration faite par le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 20 février 1966 tendait à justifier le retrait de la France du commandement intégré de l'Otan.

Aujourd'hui, nous constatons que la liquéfaction du Pacte de Varsovie résulte du fait que « les conditions ont changé » depuis que les satellites européens de l'Union Soviétique ont rejeté le communisme que cette alliance était censée défendre. De ce fait même, face à un adversaire éventuel qui doit résoudre de graves et durables difficultés intérieures, qui n'occupe plus les mêmes territoires et ne dispose plus des mêmes alliés, l'Otan, pour survivre, doit repenser sa stratégie et réformer son organisation. Les menaces de l'Est qui avaient justifié sa création ont diminué, tandis que les nouvelles qui apparaissent sont extérieures à son champ d'action. Chaque responsable politique et militaire le sait mais tous n'en tirent pas les conséquences. Beaucoup se résignent, moins en France qu'ailleurs, à ce que la responsabilité des décisions stratégiques continue d'appartenir aux États-Unis, qui l'assument depuis quarante-cinq ans et supportent le plus lourd du fardeau. D'autres parlent d'un « pilier européen de l'Alliance ». À défaut d'être neuve, l'idée est séduisante, mais elle ne résiste pas à l'examen. Ce pilier, dont personne n'a présenté les plans, alourdirait l'organisation militaire de l'Alliance, l'Otan, déjà passablement compliquée. S'il n'est pas un faux-semblant, les Américains ne l'accepteront pas, car ils veulent maintenir l'organisation actuelle qu'ils contrôlent bien et n'ont aucune intention de réformer.

La seule alternative à l'Otan est une organisation nouvelle construite pour que l'Europe assure sa défense par elle-même, pour elle-même et avec ses propres moyens. Peu importe que ce soit dans le cadre rénové de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ou dans une organisation à créer. C'était l'espoir du général de Gaulle, qui y voyait la condition nécessaire de l'existence de l'Europe face aux grands empires et d'abord l'URSS – de Gaulle disait « la Russie », vocable ancien qui revient à la mode – qui, même privée de ses satellites et malgré ses difficultés intérieures, restera un grand pays par son peuple, ses richesses naturelles, sa culture, ses armées.

En faisant équilibre à cette grande puissance européenne et asiatique, l’Europe aiderait à la paix du monde : « Si les peuples d’Europe peuvent un jour établir entre eux la concorde, la paix de la Terre sera assurée ». Le principal obstacle à une stratégie vraiment européenne, c’est à-dire décidée par les Européens, ne tient pas au déséquilibre des forces avec l’URSS, contrairement à ce que certains gouvernements veulent faire croire pour éluder leurs responsabilités. L’Europe de l’Ouest est plus forte, plus riche, plus dynamique, plus peuplée que l’Union Soviétique. En cas de besoin, elle peut compter sur les États-Unis et ce n’est pas la vieille machine usée de l’Otan qui protège l’Europe contre les menaces d’agression : c’est la valeur politique, économique, donc stratégique qu’elle représente pour les États-Unis.

L’Europe a les moyens d’une stratégie européenne et même mondiale, mais elle n’en a pas la volonté parce qu’elle n’existe pas politiquement.

La mise en question de l’Otan conduit-elle à la dissolution de l’Alliance atlantique ? De Gaulle ne le pensait pas lorsqu’il parlait « non point du tout d’une rupture mais d’une nécessaire adaptation » (conférence de presse du 21 février 1966). La preuve en est qu’il a encouragé et approuvé l’accord Ailleret-Lemnitzer, toujours en vigueur, entre le chef d’état-major des armées françaises et le commandant suprême américain en Europe, concernant l’engagement éventuel aux côtés de nos alliés de la 1re armée française appuyée par la force aérienne tactique. Des formules souples, de ce genre, ont plus d’avenir que les structures lourdes et rigides héritées de la politique des blocs et imposées par la guerre froide. « Il est trop tard pour réussir à diviser pour toujours l’Europe en deux blocs opposés » (conférence de presse du 9 novembre 1968).

L’Allemagne réunifiée, forte de 80 millions d’habitants, première puissance économique d’Europe, patrie de penseurs, de savants, d’inventeurs qui ont largement contribué aux progrès de l’humanité, délivrée des démons qui l’ont naguère possédée, pourrait-elle accepter, après la signature d’un traité de paix, la présence durable sur son sol de troupes étrangères ? Dans trois ou quatre ans, avec le départ des soldats soviétiques, le tour viendra pour les forces alliées, françaises et anglaises, belges, néerlandaises et aussi américaines et canadiennes, de rentrer chez elles. Ce retrait n’est pas seulement « logique », ainsi que l’a dit le président de la République française ; il est désormais inéluctable. Et la France où, dès 1965, le général de Gaulle a donné l’exemple en demandant le départ des troupes étrangères, aurait grand tort de s’en étonner ou de s’en plaindre.

Mais alors, que restera-t-il de l’Otan, dont le théâtre Centre-Europe est le cœur ? Des états-majors pléthoriques tournant au ralenti.

Une stratégie des moyens.

La stratégie gaulliste est une stratégie de moyens. Son objectif est de construire, d’organiser, d’entretenir des forces suffisantes pour protéger la France contre une agression – d’où qu’elle vienne – menaçant ses intérêts vitaux et pour respecter ses engagements internationaux. Projet qui engage irrévocablement le pays tout entier et non seulement ses armées sur une voie nouvelle, pleine d’embûches, l’armement nucléaire. C’est pourquoi de Gaulle a voulu que sa décision fût confirmée par un débat public que les dirigeants de la IVe République avaient esquivé. De fait, ce que Raymond Aron appellera en 1962 « le grand débat », au Parlement et dans l’opinion, a porté pendant une décennie sur l’armement nucléaire de la France. Les études et réflexions stratégiques en ont été revivifiées et ouvertes à des milieux qui s’en étaient longtemps désintéressés, la diplomatie, l’université, la presse et même les Églises confrontées avec les problèmes moraux que posent les armes de destruction massive.

Pour évaluer aujourd’hui cette stratégie, il faut partir d’un inventaire au moins sommaire de ses moyens. Nous le trouvons dans le relevé des décisions du Conseil de défense du 2 mai 1963 « Les différentes phases concernant la mise sur pied de la force nucléaire stratégique sont ainsi arrêtées : la première génération sera composée de cinquante (avions) Mirage IV armés de bombe au plutonium ; la deuxième génération sera composée de sous-marins à propulsion atomique lanceurs d’engins à tête nucléaire uranium-tritium ;

la soudure entre les première et deuxième générations (1968-1972) sera assurée par une force de vingt à trente SSBS à tête nucléaire au plutonium... ».

Ces décisions ne sont pas gardées secrètes. Bien au contraire, elles sont affichées car de Gaulle sait que tout programme d’armement produit un certain nombre d’effets sur les adversaires et les alliés bien avant d’être mis en service, pourvu qu’il soit crédible, c’est-à-dire que l’État qui l’entreprend dispose des ressources financières, scientifiques, techniques et industrielles nécessaires pour le mener à bien. Vingt ans plus tard, l’Initiative de défense stratégique du président Reagan montrera qu’une stratégie des moyens peut avoir d’importants effets dès qu’elle est annoncée.

Depuis la première explosion atomique française, la stratégie des moyens de notre pays n’a pas varié. Les programmes de 1960 et 1965 décidés par le général ont été, dans l’ensemble, réalisés et l’effort nécessaire a été poursuivi pour que les armes plus nombreuses soient aussi plus puissantes, plus précises, moins vulnérables aux contre-mesures.

À ces programmes nucléaires, de Gaulle attachait une si grande importance qu’il a accepté les difficultés qu’ils causaient à sa politique étrangère. Ils ont été le principal élément du contentieux franco-américain, jusqu’à l’élection de Nixon ; le troisième tir à Reggane en 1961 a été suivi, à l’initiative du Nigeria, par une rupture des relations diplomatiques qui a duré plus de cinq ans ; l’établissement à Mururoa et Fangataufa, en Polynésie, du centre d’essais antérieurement implanté au Sahara algérien a durci les relations de la France avec les États du Pacifique Sud, en particulier l’Australie et la Nouvelle-Zélande et continue de peser sur elles ; le refus de signer le traité de non-prolifération a irrité nos alliés européens. Normalement la stratégie militaire est au service de la politique étrangère. Dans ce cas unique, ce fut l’inverse.

Pas plus que les armes à feu n’ont fait disparaître les armes blanches, les armes nucléaires n’ont éliminé les armes dites « conventionnelles » ou « classiques », bien qu’elles soient de plus en plus modernes. Au début des années soixante, la majeure partie des matériels lourds – chars, artillerie – de l’armée de terre, des avions de combat de l’armée de l’air et des navires de la marine nationale dataient de l’après-guerre et étaient d’origine américaine.

Après la fin des hostilités en Algérie, de Gaulle accompagne la réduction massive des effectifs d’un effort de modernisation à partir de fabrications nationales ou réalisées en coopération car sa stratégie des moyens n’est pas autarcique.

Il ne refuse pas la coopération pour la construction d’armements quand elle est possible, ce qui n’est pas le cas des armes atomiques. Il propose à l’Angleterre de réaliser en commun un missile destiné aux sous-marins nucléaires et sa déception est grande quand le Premier ministre Macmillan préfère le Polaris américain. Mais les avions de transport Transall, d’appui tactique Jaguar, de surveillance aéronavale Bréguet Atlantic, les missiles antichars et antiaériens Martel, Milan, Hot et Roland sont les produits d’une coopération avec nos voisins européens, les Allemands et les Anglais principalement.

Aujourd’hui, l’Union Soviétique et les États-Unis, demain l’Allemagne et la Grande-Bretagne s’engagent ou s’engageront dans cette stratégie des moyens qui préfère, aux gros bataillons, des forces moins nombreuses mais mieux équipées donc plus puissantes, plus mobiles et, espère-t-on, moins dispendieuses. Le mouvement est général et ne pourrait être inversé que par un renouveau des tensions internationales. Il conduit tôt ou tard à des armées professionnelles, ce qui ne choquerait pas l’auteur de *L’armée de métier*.

Les évolutions de la stratégie qui accompagnent ou suivent les grands changements politiques demandent du temps. Pour replier ses troupes d’occupation d’Europe centrale ou d’Allemagne de l’Est, l’URSS réclame trois ou quatre ans. Les lenteurs de la logistique procurent de bons arguments à la prudence politique. De même, une dizaine d’années s’écoule entre la conception et la mise en service d’un nouveau système d’armes et sa destruction volontaire, si elle est décidée, ne se fait pas du jour au lendemain.

Une stratégie ne prend force que dans la durée. De ce point de vue, le ministre de la Défense J.-P. Chevènement a raison d’insister sur le respect de la programmation militaire contre ceux qui demandent ou décident des réductions de crédits, donc de nouvelles amputations s’ajoutant à celles déjà opérées. Le ministre se situe dans la durée, les autres dans l’instant.

Une stratégie tous azimuts.

La stratégie des moyens débouche sur celle d’emploi de ces moyens, de Gaulle n’a pas varié à ce sujet : sa stratégie est celle de la dissuasion globale pour maintenir la paix. Ce n’est pas par idéologie pacifiste, car il sait que la violence est inséparable de la nature humaine. Mais comme beaucoup d’hommes de guerre, il a vu trop de morts et de destructions, de souffrances et de malheurs ; comme Français il pense que la France a un immense besoin de paix après deux grandes guerres en trente ans, sans compter les expéditions coloniales.

Cette stratégie de dissuasion, autonome, est fondée sur la menace de représailles nucléaires massives, c’est-à-dire prenant pour objectifs les grandes villes de l’agresseur. Dans les années soixante, elle était en contradiction flagrante avec la stratégie de riposte graduée que les Américains avaient choisie et imposée à leurs alliés. D’une part, l’autonomie de décision de la France excluait l’intégration de ses forces dans l’Otan donc leur contrôle par les États-Unis ; d’autre part, la menace de représailles massives bloquait l’engrenage de la riposte graduée.

En trente ans, les circonstances ont conduit à introduire dans la formulation de la stratégie française des nuances ou des précisions qui semblaient opportunes et qui n’étaient pas toujours nécessaires ; mais elle est restée essentiellement dissuasive et nucléaire.

Le temps passant, les critiques de nos alliés se sont faites moins insistantes parce que nos moyens, en s’accroissant et en devenant opérationnels, étaient plus crédibles, tandis que leurs panoplies variées et sophistiquées pesaient de plus en plus lourd sur leurs budgets et leurs économies. Par comparaison, le budget français de la défense restait dans des limites raisonnables : la « force de frappe » n’était ni « ruineuse », ni « dérisoire ».

Surtout, la dialectique changea dès lors que les États-Unis et l’Union Soviétique renoncèrent aux armes nucléaires dites « de théâtre » – dénomination plutôt malheureuse – décision en cours d’application pour les armes de portée supérieure à 500 kilomètres, en discussion pour celles de portée inférieure. Désormais, la riposte graduée devenue impossible faute de moyens appropriés peut être rangée au magasin des souvenirs, à côté de la stratégie de l’avant dans laquelle la France avait refusé de s’engager, en occupant un créneau qu’on lui offrait avec insistance.

Quant aux armes nucléaires françaises à courte portée, classées à leur origine comme « tactiques » (Pluton, armes aéroportées, bientôt Hadès) qui inquiètent tant nos voisins allemands, leur nouvelle mission préstratégique pour adresser « un ultime avertissement » est, en apparence, un retour à la conception des années soixante, selon laquelle l’emploi éventuel de ces armes montrerait la détermination du gouvernement de la France à un agresseur déjà entré en action. Mais, derrière l’apparence, la réalité est que le général de Gaulle avait décidé de construire le corps de bataille aéroterrestre autour de l’arme atomique tactique, alors que la stratégie actuelle dissocie cette arme du corps de bataille.

La conception gaullienne était claire : puisque le terrain et nos moyens ne nous permettent de livrer qu’une seule bataille au cas où l’Europe de l’Ouest serait attaquée, il faut y engager tous nos moyens sans exception. Cette stratégie simple et vraiment dissuasive rencontrait l’opposition des Allemands qui redoutent la destruction de leur pays et celle des Américains qui veulent contrôler eux-mêmes l’escalade. Depuis qu’on l’a abandonnée, nos armes nucléaires tactiques sont comme un oursin malcommode à saisir.

La stratégie gaulliste n’est pas orientée seulement vers l’Est ; elle est tous azimuts. « Puisqu’on peut détruire la France, éventuellement, à partir de n’importe quel point du monde, il faut que notre force soit faite pour agir où que ce soit sur la Terre » (École militaire, 3 novembre 1959). Le 27 janvier 1968, devant les officiers du Centre des hautes études militaires, il revient sur la même idée : « Qui peut dire ce que sera l’évolution du monde ? Dans vingt ans, qui gouvernera les États-Unis et avec quel système ? Qui gouvernera l’URSS, l’Allemagne, le Japon, la Chine ? Qui peut dire ce qui se passera en Amérique du Sud et en Afrique ? En fonction de toutes ces incertitudes, nous faisons notre armement nucléaire... ». Les événements récents soulignent la justesse de la stratégie « tous azimuts ». Les blocs se fissurent ou se défont, leur stratégie devient incertaine. Il en résulte un recul des risques d’une guerre mondiale mais, en même temps, ceux de guerres locales augmentent, car les superpuissances qui régnaient chacune sur son bloc perdent plus ou moins le contrôle de leurs satellites ou de leurs alliés. Les menaces et les conflits nouveaux surgissent hors de la zone géographique de l’Otan, ce qui montre, là aussi, que l’organisation est inadaptée à notre temps.

Si la stratégie française est, en priorité, européenne, elle ne s’est jamais limitée à l’Europe. La France, à cause de ses départements et territoires d’outre-mer d’Amérique, du Pacifique et de l’océan Indien, en raison des traités qu’elle a conclus avec plusieurs États de l’Afrique francophone, doit avoir une politique mondiale, même si cela déplaît aux uns ou irrite les autres, sauf quand ils y trouvent leur intérêt. Et cette stratégie n’est pas seulement dissuasive ; il arrive que ce soit aussi une stratégie d’action. À partir de la métropole et de bases extérieures, dans les DOM-TOM et aussi dans des pays indépendants, Sénégal, Côte-d’Ivoire, Djibouti, elle permet des interventions rapides et souvent efficaces, au Gabon et au Tchad, par exemple.

Par principe, les États-Unis ont été et restent opposés à la stratégie « tous azimuts » de la France ; non qu’ils y voient une menace dirigée contre eux, mais parce qu’ils jugent que la France, comme tous les pays du monde, hormis eux-mêmes et peut-être l’URSS, doit se contenter d’un rôle régional.

Les successeurs à l’Élysée du général de Gaulle, sans réaffirmer publiquement cette politique « tous azimuts » n’y ont jamais renoncé et l’ont même pratiquée à l’occasion. Georges Pompidou est intervenu militairement au Tchad ; Valéry Giscard d’Estaing au Tchad et au Zaïre, à Kolwezi ; François Mitterrand, au Tchad, au Liban et, avec des moyens aéronavals, deux fois dans le golfe Arabo-Persique. Ces interventions extérieures sont dispendieuses, car la mobilité coûte cher et les adversaires qu’on rencontre sont de mieux en mieux armés. Si la France veut les poursuivre, elle devra accroître ses moyens aériens et aéronavals, moderniser la composante terre de la force d’action rapide. Dans ses limites actuelles, notre budget de la défense ne le permet pas.

Des principes toujours applicables.

La stratégie gaulliste tire sa force de sa parfaite cohérence avec la politique étrangère. La IIIe République, après 1918, avait choisi une stratégie militaire défensive, celle de la ligne Maginot, mais en même temps une politique étrangère d’alliances avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, supposant une capacité d’offensive que n’avait pas notre armée. La conséquence fut qu’en 1938 et 1939, nous avons assisté, impuissants et humiliés, à l’écrasement de nos alliés.

Plus près de nous, la IVe République s’enfonçait dans des guerres coloniales, tout en proclamant le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Elle acceptait l’intégration dans l’Otan, mais engageait outre-mer, hors Otan, l’essentiel de ses forces, de Gaulle a mis fin à ces contradictions.

Aujourd’hui, alors que l’empire soviétique est ébranlé, l’équilibre politique de l’Europe transformé, l’Allemagne et le Japon redevenus de grandes puissances, le Proche-Orient déchiré, alors que l’Afrique est écrasée sous le poids de la misère, que les communications et les transports réduisent les dimensions de la planète, la France doit maintenir, malgré les difficultés, les pressions, les incertitudes, cette cohérence entre politique étrangère et stratégie militaire que de Gaulle avait rétablie.

Il ne s’agit pas d’imiter ce qu’il a fait, mais de respecter des principes qui n’ont pas vieilli et de les appliquer à des situations nouvelles.

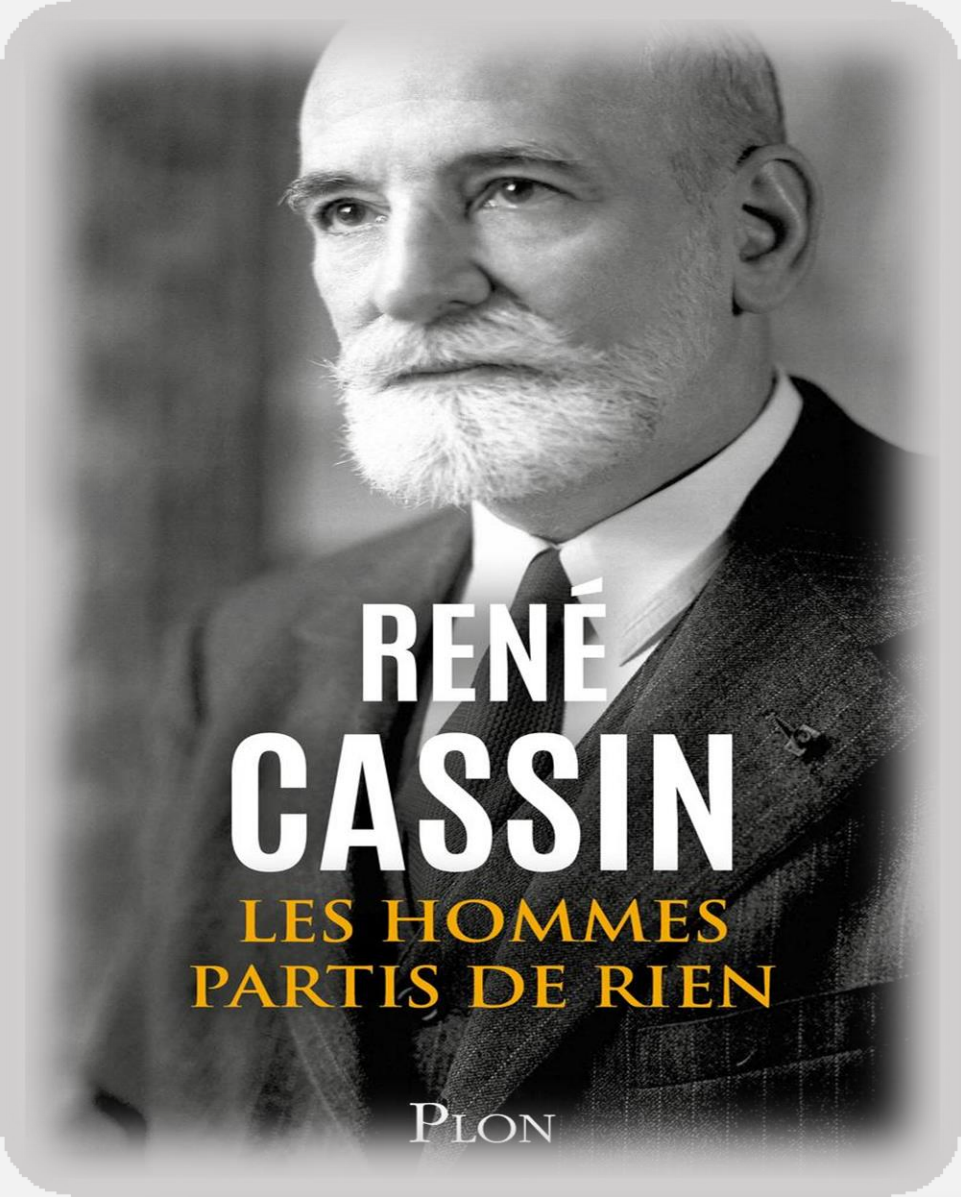
Novembre 1990

**Pierre MESSMER Ancien Premier ministre*

Livre

« Les hommes partis de rien » de René Cassin
(Plon)

Préface de : Emmanuel Decaux Professeur de droit public à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)
Directeur du Centre de Recherche sur les Droits de l’Homme



« Les hommes partis de rien »

Les mémoires de René Cassin retracent une période cruciale pour notre pays. De juin 1940 à décembre 1941, dix-huit mois qui pesèrent lourd dans l'histoire mondiale.

Le 17 juin 1940, René Cassin, professeur à la faculté de droit de Paris, indigné par la demande d'armistice, cherche comment combattre cette trahison. Le surlendemain, apprenant qu'un officier français incarne la résistance à Londres, il décide de le rejoindre. Le 29, il est auprès du général De Gaulle.

On sait ce qui découla de cette entrevue et on connaît, malgré sa discrétion, le rôle éminent qu'il joua auprès du chef des Français libres. Membre du Conseil de défense de l'Empire, puis commissaire national à la Justice et à l'Instruction publique, il fut l'un des premiers Compagnons de la Libération.

Dans ces pages, René Cassin retrace une période cruciale pour " le réveil de la France abattue " : signature des accords Churchill-De Gaulle, affaire de Dakar, affirmation de la légitimité

de la France combattante face au régime de Vichy, participation aux premières conférences interalliées de Saint-James, tensions franco-britanniques à l'occasion de la guerre en Syrie et intrigues de l'amiral Muselier... Son témoignage unique nous fait revivre des années qui pesèrent lourd dans notre histoire nationale.



Charles De Gaulle et René Cassin premier civil à rejoindre le général à Londres le 20 juin 1940. Juriste le plus éminent de la France libre, il prépare l'accord franco-britannique du 7 août 1940, et l'ensemble de la législation jusqu'à la Libération.



ARNAUD TEYSSIER

De Gaulle, l’esprit et les armes

En 1908, un certain Charles de Lugale compose un poème de dix-huit vers intitulé « Je voudrais ! ». Il écrit :« Quand je devrai mourir, j’aimerais que ce soit Sur un champ de bataille ; alors qu’on porte en soi L’âme encore toute enveloppée Du tumulte enivrant que souffle le combat, Et du rude frisson que donne à qui se bat Le choc mâle et clair de l’épée. (1) »

Derrière l’anagramme se cache Charles de Gaulle. Il a 17 ans. L’élève, qui prépare Saint-Cyr, a grandi dans une famille bourgeoise catholique. Ses parents lui ont transmis l’amour de la France, la dignité et l’honneur. Le garçon veut servir son pays. Il décide dès l’adolescence de s’orienter vers une carrière militaire. La défaite cuisante de 1870 est alors dans toutes les mémoires. Beaucoup réclament vengeance. Tandis qu’il monte en grade, Charles de Gaulle pressent l’imminence d’un nouveau conflit avec l’Allemagne. C’est un visionnaire à l’intelligence vive, instinctive, qui érige l’action en vertu. Il l’affirme : si la patrie est attaquée, il faut prendre les armes. Il se bat donc dans les tranchées, puis luttera par d’autres moyens quelques années plus tard. Il n’y a pas chez lui d’admiration pour la guerre, plutôt une fascination pour ce qu’elle inspire : l’élan patriotique, la noblesse, l’héroïsme.

Arnaud Teyssier a signé plusieurs livres sur le Général dont une biographie intime et foisonnante parue aux éditions Perrin en 2024 : Charles de Gaulle. L’angoisse et la grandeur. Avec érudition et clarté, l’historien évoque ici les convictions militaires d’une des plus grandes figures de notre histoire. Si l’homme du 18 Juin n’est pas mort sur un champ de bataille, il resta toute sa vie debout face aux épreuves.

A.J. – « Au commencement était le Verbe ? Non, au commencement était l’Action. » Cet échange entre Faust et Méphisto est placé en ouverture d’un chapitre du Fil de l’épée (1932). Comment interpréter ce choix ?

Arnaud Teyssier Il y a aussi cette citation de Georges Duhamel qui figure quelques pages plus loin : « L’odeur du monde a changé. » La guerre est inhérente aux sociétés, pense Charles de Gaulle. Elle traduit les passions des êtres humains, leurs antagonismes naturels. Tout peuple, même s’il est démocratique et pacifique, doit savoir que la guerre fait partie de la vie, comme le danger, la crise, l’angoisse. De Gaulle est également persuadé que la guerre ne se réduit pas à des théories ou à des doctrines intangibles. Il cite le maréchal Bugeaud : « À la guerre, il y a des principes, mais il y en a peu. » Il croit au commandement par l’intention : le chef donne moins à ses subordonnés des ordres circonstanciés qu’il ne leur procure une vision, une culture, un instinct. Il peut même leur faire confiance et leur donner des objectifs, et non des instructions. En outre, la guerre évolue, elle prend des visages différents suivant les époques et les circonstances. Il faut donc s’adapter, et surtout prévoir, être capable d’agir et non pas seulement de réagir : quand on réagit, on est déjà en position de faiblesse. L’important est de toujours voir les choses venir, d’essayer d’anticiper, car chaque peuple, chaque État, au fond, doit prendre en compte des invariants stratégiques qui s’inscrivent dans sa géographie. De Gaulle est obsédé par le futur, par les menaces qu’il porte et par la façon dont on doit préparer les Français. La force morale d’un peuple est la première de ses armes, beaucoup plus que les matériels. Il y a aussi les évolutions technologiques : ce sont elles qui, pour de Gaulle, scandent l’histoire militaire, de l’artillerie à la force mécanique pour finir par l’atome.

En 1905, à 15 ans, de Gaulle écrit Campagne d’Allemagne, un récit imaginaire de 53 pages qui met en scène trois armées allemandes franchissant les Vosges en 1930. La France s’organise et nomme, à la tête de 200 000 soldats, un certain général de Gaulle. Avait-il dès son plus jeune âge une passion pour la guerre ?

Passion, je ne sais pas, mais intérêt pour la guerre, pour l’histoire et pour l’histoire guerrière, c’est certain. Il ne vient pas d’une famille de tradition militaire, mais son père a combattu en 1870, ce qui fut une expérience marquante. Les fils vengent les pères... De Gaulle est né en 1890. Sa génération, et son milieu familial, sont imprégnés de patriotisme et d’histoire. L’idée de guerre, c’est d’abord penser la revanche, vouloir restaurer l’honneur, l’intégrité et l’unité du pays par les armes. Charles Péguy écrit à propos de 1870 : « Nous sommes des vaincus », non pour s’y résigner, mais au contraire pour se redresser. Tous portent la meurtrissure d’une France vaincue, tous se souviennent de la France glorieuse des guerres napoléoniennes, de celle des soldats de l’an II qui s’est trouvée humiliée en 1870. Cette conscience ne pousse pas à la résignation mais à un grand élan moral. De Gaulle appartient à ce courant : il est formé dans le culte de la France et de son histoire. Servitude et grandeur militaires d’Alfred de Vigny est l’un des livres qu’il apprécie particulièrement.

De Gaulle est un immense lecteur. Que retient-il de Machiavel et de Clausewitz ?

Il a lu toute sa vie : enfant, adolescent, adulte, en captivité, pendant l’entre-deux-guerres, jusqu’à la fin de son existence. On ne connaît pas avec certitude l’ensemble de ses références littéraires. Alain Larcen, qui fut président du Conseil scientifique de la Fondation Charles-de-Gaulle, a publié un livre précieux, De Gaulle inventaire (2) : il essaie de retracer, auteur après auteur, les influences intellectuelles de De Gaulle à partir de citations parues dans ses ouvrages, ou bien de conversations qu’il a eues, de témoignages recueillis. L’exercice est difficile parce que de Gaulle ne cite pas toujours ses sources et ses lectures. Un exemple : Charles Péguy. On sait qu’il l’adorait – il a d’ailleurs confié à Alain Peyrefitte que c’était sans doute l’écrivain qui l’avait le plus influencé. Il n’en parle néanmoins quasiment jamais dans ses livres. Même chose pour Clausewitz dont un exemplaire de De la guerre (l’édition de 1955) figure dans la bibliothèque de Colombey : il ne l’évoque pas ou très peu, or Clausewitz est certainement une inspiration pour lui et ce, pour deux raisons. La première est liée à un fait de génération : au tournant du XIXe et du XXe siècle, on traduit de nombreuses œuvres de Clausewitz en France – De la guerre avait été traduit au milieu du XIXe, une nouvelle édition paraît vers 1880. Aux alentours de 1900, sentant la proximité de la guerre avec l’Allemagne, des auteurs militaires s’attellent à nouveau à le traduire, comme le général Henri Albert Niessel, qui sera le supérieur de De Gaulle lors de sa mission militaire en Pologne entre 1919 et 1921. Seconde raison : on trouve des marques de la pensée de Clausewitz dans sa conception de la défense nationale, de la guerre, du nucléaire, et notamment ce principe de la force morale d’un peuple. Un texte de Clausewitz est particulièrement révélateur : il s’agit des Notes sur la Prusse dans sa grande catastrophe : 1806.

Voici le début : « Tous les hommes sans préjugés qui ont étudié la Prusse avant et dans l’année 1806 ont porté sur elle le jugement qu’elle s’était noyée dans les formes de son gouvernement et de son armée. Une confiance démesurée et mêlée de vanité dans ses formes laissait bien voir que l’esprit en avait disparu. On entendait encore la machine faire du bruit et personne ne se demandait si elle faisait encore son service. » La qualité de la politique et de l’administration du pays est capitale pour une armée : là est la grande idée de Clausewitz dans cet ouvrage. On en retrouvera des échos dans le livre de De Gaulle La Discorde chez l’ennemi (1924). Le premier axe de la pensée militaire gaullienne est en effet la force de l’État. Car l’État « répond de la France » et la défense « est la première raison d’être de l’État ». Parmi d’autres maîtres probables, il y a aussi le comte de Guibert (1743-1790). Cet officier général lettré a écrit des textes fondamentaux, dont un essai général de tactique qui a fait date : une constitution militaire est puissante, affirme-t-il, si elle est adossée à une organisation politique et administrative solide et cohérente ; la force d’un pays dépend de l’articulation étroite entre son système militaire, son système politique et son système administratif.

L'idée est reprise par Bonaparte puis par de Gaulle : la force extérieure d'un État repose d'abord sur sa force intérieure. La dissuasion n'est pas qu'un artefact technologique. C'est aussi l'expression d'une force morale crédible. Il est inutile d'accumuler des matériels et de développer des doctrines raffinées pour faire la guerre si la société est divisée, si l'État est faible et le système politique instable. « Tout se tient dans les malheurs d'un peuple », dira de Gaulle. On oublie cette donnée aujourd'hui, dans le débat sur l'Ukraine, sur la défense de l'Europe et de la France. Avant même de penser armements et technologies, regardons d'abord l'état intérieur du pays, de nos institutions, de notre société, de notre structuration morale. Nos ennemis, eux, regardent...

Henri Bergson compte-t-il dans son panthéon littéraire ?

Bergson a exercé une influence considérable sur la génération de De Gaulle, qui le cite à plusieurs reprises dans ses livres. Il en a retenu deux idées simples et essentielles. La première : le temps n'est pas quelque chose que l'on découpe. Il n'y a pas le passé, le présent et l'avenir. Pour parer à la situation du présent, il faut être conscient de l'histoire qui nous porte et pouvoir se projeter dans l'avenir dans un seul et même mouvement. La réalité n'est pas statique. Un peuple doit être dans un mouvement continu s'il veut rester indépendant, s'il veut pouvoir se défendre, se développer, prospérer et assurer ses libertés. La seconde idée est la façon dont Bergson valorise l'intuition et l'instinct par rapport à l'intelligence : l'intelligence est pour de Gaulle nécessaire, comme le sont le savoir et la culture générale mais l'intuition et l'instinct prévalent ; il faut être capable de sentir les choses, un peu à l'image de Péguy qui ne se contente pas de comprendre et d'analyser, mais sent arriver le monde matérialiste qui est aujourd'hui le nôtre. L'instinct permet d'appréhender de manière originale et pertinente une situation dès le premier abord, c'est ce qui distingue les grands chefs. Et après le travail de l'intelligence, la décision, en dernier ordre, relève aussi de l'intuition, avec une dimension morale, surtout si elle engage la vie des soldats.

En mars 1916, le capitaine de Gaulle est envoyé à Verdun. Blessé à la cuisse à Douaumont, il tombe aux mains de l'ennemi. Il reste trente-deux mois en captivité. Quelle importance revêt cette épreuve dans sa formation intellectuelle ?

Il tire de son emprisonnement une profonde frustration : il a été privé trop tôt du combat. Il tente au moins cinq fois de s'évader. Cette période est décisive : il lit énormément – en tant qu'officier, il a droit à certains avantages, comme l'accès à la bibliothèque, à la presse alors censurée –, il lit l'allemand. Il réfléchit beaucoup, on le sait par les courriers qu'il adresse à sa famille. Il se rend utile et forge sa pensée en faisant des petites conférences à ses compagnons prisonniers. Il fait donc l'expérience de la réflexion, de la lecture, de l'enseignement. Il acquiert aussi la conviction que la guerre de 1914 sera décisive pour son destin. Les négociations de paix le confirmeront dans l'idée que la guerre n'est pas vraiment finie, qu'elle va reprendre, qu'il faut donc s'y préparer activement.

De Gaulle envisage toujours la possibilité d'une guerre. Existe-t-il pour lui des guerres nécessaires ?

Des pages du Fil de l'épée font presque l'éloge de la guerre, non pour dire qu'elle est réjouissante mais qu'elle est inévitable. À condition de l'envisager avec courage, et non de la subir comme dans l'esprit de Munich. Il y a chez de Gaulle une forme de fascination, non pour la violence comme chez d'autres, mais pour ce que la guerre fait surgir des êtres : dans ces moments-là, on voit comment un peuple manifeste une énergie collective, un sens authentique du devoir. La guerre peut avoir une véritable grandeur morale malgré ses horreurs, Péguy l'affirme avant lui. Ainsi, la France libre est autant une épreuve morale qu'un combat : c'est un creuset pour la reconstruction future. Comme de nombreux Français de sa génération, de Gaulle est marqué par ce qu'a été l'immense effort du peuple français pendant la guerre de 1914 : la société, depuis les paysans jusqu'aux aristocrates, a manifesté une sorte de force puissante. De Gaulle a été un genre de conseiller historique officieux de Jean Renoir pour La Grande Illusion – il était en poste à Metz au moment du tournage, peu avant la guerre. Ce film, pourtant pacifiste, montre comment la guerre peut rapprocher des hommes de milieux très différents. On prêtera longtemps cette vertu au service militaire universel.

Comment de Gaulle accorde-t-il ses valeurs chrétiennes avec la guerre ?

Il les accorde à la manière du cardinal de Richelieu. Peu savent qu'il n'était pas seulement un grand homme d'État et un habile homme de guerre, mais aussi et surtout un prêtre et un homme de foi. « Beaucoup se sauvaient comme personnes privées, qui se damnent en effet comme personnes publiques », écrit Richelieu à la fin de son Testament politique. Il entendait par là que lorsqu'on a la charge d'un peuple, on ne peut se contenter de la morale simple de l'homme privé : il faut obéir à une morale plus élevée, plus exigeante, plus dure, qui est la morale publique et qui impose parfois d'utiliser la force, et même la violence, parfois même de « fermer son cœur à la pitié », pour assurer le salut de la collectivité et le triomphe du bien. Dans la petite tour de la Boisserie où il avait installé son bureau, de Gaulle avait les écrits de Richelieu dans sa ligne de mire.

Est-ce à partir de l'appel du 18 Juin que de Gaulle conçoit la guerre comme une lutte politique, morale et nationale ?

Il le dit déjà dans le mémorandum de janvier 1940 qu'il adresse aux grands responsables politiques. Ce texte porte sur la nécessité de revoir complètement les orientations stratégiques, c'est-à-dire de développer d'urgence le système d'une arme blindée autonome et mobile pour s'adapter aux nécessités de la guerre telles que les Allemands la pratiquent. Il souligne qu'on est face à une guerre d'un genre nouveau : 1) la guerre va aller très vite et 2) la ligne Maginot peut être contournée. Seule la force mécanique peut neutraliser la force mécanique. L'armée allemande de 1939 n'est pas celle de 1914. De Gaulle l'a compris car il a lu Mein Kampf, et parce qu'il a eu accès avant la guerre aux rapports du renseignement militaire. Enfin, la guerre d'Espagne a confirmé ses théories. Si les positions de l'état-major français sont si inadaptées en 1940, explique-t-il, c'est parce qu'elles sont restées dans la routine historique de la guerre de 1914 : elles n'ont pas pris en compte les impératifs nouveaux liés aux techniques et aux technologies – cette « force mécanique supérieure ». Il le comprend très tôt à la différence de Pétain. Il lui en fait d'ailleurs le reproche : la Seconde Guerre mondiale n'est pas une réédition de la guerre historique avec l'Allemagne, comme l'imagine le vieux maréchal, mais une guerre qui porte sur des enjeux de civilisation. De Gaulle est convaincu que les États-Unis ne pourront pas rester en dehors ; il n'est pas un « colonial », mais il a pourtant l'intuition du rôle que va jouer l'Empire avec la mondialisation du conflit. On retrouvera cette conviction quelques années plus tard lorsqu'il essaiera d'infléchir l'organisation de l'Otan, en 1958 : les menaces du monde ne se limitent plus au théâtre européen, dit-il, elles touchent l'Asie, l'Afrique, etc. et l'Otan n'est plus adaptée à cette réalité. Il estime qu'elle doit tenir compte de l'évolution de la guerre froide, du redressement de l'Europe en général et de la France en particulier. De Gaulle est un esprit très historique et très géographique : il pense et raisonne dans la durée et dans l'espace.

Est-il isolé ?

Non, pas tant que cela, il est parfois entendu dans les milieux militaires et politiques – Paul Reynaud notamment le soutient. Beaucoup ne l'aiment pas mais on ne peut pas dire qu'il soit entièrement ignoré. J'en veux pour preuve encore le mémorandum de janvier 1940 : il adresse une sorte d'ultimatum doctrinal aux dirigeants, et pourtant personne ne lui tombe dessus... Quelle audace ! Ses idées, connues et estimées, ne se traduisent néanmoins pas vraiment dans les faits : il est très tard, trop tard, et le système politique est incapable de passer à la vitesse supérieure. De Gaulle devient sous-secrétaire d'État à la Guerre, au début de juin 1940, parce qu'il a quasiment ordonné à Paul Reynaud de le prendre. Si Paul Reynaud n'avait pas obtempéré, de Gaulle n'aurait jamais rencontré Churchill, et l'histoire se serait écrite autrement. De Gaulle ne joue pas seulement des circonstances : il les provoque.

La guerre d'Algérie confronte la France à une guerre nouvelle, à la fois révolutionnaire et décoloniale. Comment de Gaulle l'aborde-t-il ?

La façon dont il a traité, conçu, observé cette guerre est source de débats sans fin. Il fait tout de suite la distinction entre l'aspect militaire et l'aspect politique. Il comprend que ce n'est pas une guerre classique : même si elle est gagnée en apparence sur le terrain, elle ne pourra être résolue que par des moyens politiques. Il envisage très tôt la possibilité de l'indépendance, conçue au départ comme une association entre la France et un système qui aurait permis aux communautés européennes, et notamment à l'importante communauté française, de rester en Algérie. Mais il se rend vite compte que cela ne sera pas possible.

Le putsch des généraux en avril 1961 est décisif : il le pousse à mettre un terme sans délai au conflit, quel qu’en soit le coût, car il sent que toute son œuvre de redressement du pays est à nouveau en péril.

À l’époque du Rassemblement du peuple français (RPF), de Gaulle est attaché à l’Empire. Ce n’est pas un décolonisateur de vocation mais il sait que le processus de décolonisation est inévitable. Quand il crée en 1958 la Communauté franco-africaine, il réalise que cela ne fonctionnera pas : les États nouveaux n’ont guère envie de jouer le jeu, donc il s’en désintéresse et accepte un passage rapide à l’indépendance. La Françafrique, ce n’est pas de Gaulle, ce sont ses successeurs. L’obsession de De Gaulle, dès les années cinquante, dans la foulée de son premier gouvernement en 1944-1945, c’est le redressement de la France, le redressement économique, politique, social du pays, la nécessité de lui faire retrouver la place que la IVe République lui fait perdre dans le concert international. Il veut restaurer la puissance et la force des institutions françaises. Pour y parvenir, la France doit se séparer de ses colonies qui sont des obstacles et non des atouts. Elle doit accepter de s’en délester, sans pour autant renoncer à son rôle mondial. Ce positionnement le rend très bergsonien à sa manière : il a une sensation physique du temps qui passe. Il sent qu’il a très peu de temps pour agir, pour enrayer le déclin. Entre juin 1940, moment où de Gaulle « s’empare » de la politique, et son départ du pouvoir en avril 1969, il s’écoule à peine trente ans – c’est ce qui nous sépare aujourd’hui de la première présidence de Jacques Chirac ! Souvenons-nous de tout ce qui se produit dans ce laps de temps : l’effondrement de la France en 1940, la tourmente et les souffrances de l’Occupation, l’humiliation, la Libération, la IVe République, 1958, la guerre d’Algérie, le redressement, 1968, etc. L’histoire possède alors une densité exceptionnelle et on voit de Gaulle tenaillé : il ne parvient pas à faire tout ce qu’il veut en 1945. Il part du pouvoir en janvier 1946 en laissant une œuvre inachevée. De retour en 1958, il a 67 ans, le temps presse. Lorsqu’il voit que l’Algérie devient une boîte à chagrin, un combat sans issue, que la guerre civile menace et qu’il ne pourra rien résoudre, il décide de s’en défaire même si cela va entraîner de grandes souffrances pour les Pieds-Noirs et les Harkis.

Pourquoi de Gaulle affirme-t-il toute sa vie la primauté du pouvoir civil et politique sur le pouvoir militaire ?

Parce que c’est un homme d’État – il considère que le pouvoir militaire doit être subordonné au pouvoir civil – et parce qu’il connaît les militaires. Conduire la guerre politiquement et même stratégiquement nécessite une direction politique. L’Empire allemand perd et s’effondre en 1918 pour avoir confié la gestion politique du conflit aux militaires. De Gaulle a souvent entretenu des relations compliquées avec ses pairs. Il raisonne toujours en politique, même s’il a parfois des pratiques ou une façon toute militaire d’analyser les choses. Quand il crée l’École nationale d’administration avec Michel Debré en 1945, il imagine une école qui formera selon un même moule les étudiants et les fonctionnaires, lesquels composeront ensuite une sorte de force d’état-major et d’impulsion, d’interopérabilité entre le système politique et la bureaucratie. De Gaulle est dans la lignée de Bonaparte, ce chef civil autant que militaire qui a créé les grandes institutions administratives françaises modernes. Si ces deux politiques pensent quelquefois en militaires, ils sont aussi des militaires qui pensent en politiques. C’est une espèce à part.

Le Fil de l’épée développe des idées auxquelles Charles de Gaulle restera fidèle : la stratégie, le commandement, la grandeur, les relations du politique et du soldat... C’est également un traité sur le chef. Quelles sont les qualités requises pour gouverner ?

Le chef, pour de Gaulle, n’est pas seulement un homme intelligent, c’est un homme qui a de l’intuition, de l’instinct, une vaste culture. Ces qualités, qui lui permettent de voir les réalités en relief, dans leur épaisseur, sont transposables dans l’ordre civil, c’est-à-dire dans la politique, l’administration... Certains utilisent même Le Fil de l’épée comme un traité de management. Le maître mot pour de Gaulle, c’est la force du caractère. Le bon chef est également celui qui, à un moment donné, sait prendre une décision. Rappelons-nous le 17 juin 1940, de Gaulle traverse la Manche seul, ou presque ; avec son aide de camp, Geoffroy de Courcel, et le général Spears, envoyé par Churchill. Ça, c’est l’art de la décision et de l’initiative, qui frise en apparence la déraison, mais qui se révèle en réalité d’une rationalité supérieure !

De Gaulle a une conscience aiguë des rapports de force entre les nations. « L’épée est l’axe du monde », écrit-il en exergue de son livre Vers l’armée de métier (1934). Quand juge-t-il utile l’usage de la force ?

Un peuple, pour de Gaulle, vit sur un territoire. Il est pourvu d’une histoire, d’une culture, de droits et de libertés qu’il s’est forgés. L’aventure d’un peuple n’a de sens que si ce peuple est souverain : s’il ne subit pas son destin, mais le maîtrise. Et pour le maîtriser, il peut, il doit recourir à des solutions extrêmes : convaincre l’adversaire que si les intérêts vitaux du pays sont menacés, il utilisera des moyens ultimes, comme l’arme nucléaire. C’est le principe de la dissuasion tous azimuts que de Gaulle va faire prévaloir dans le courant des années soixante et c’est le point sur lequel repose encore aujourd’hui, avec plus ou moins de crédibilité, notre système de défense. Avec le nucléaire, vient la définition de la doctrine des intérêts vitaux. Mais pour de Gaulle, ces intérêts peuvent dépasser les strictes frontières nationales. Il dira à Adenauer : « Il n’y aurait pas d’avenir pour la France une fois l’Allemagne tombée. »

Il fait d’ailleurs de la dissuasion nucléaire le pivot de la stratégie militaire française après 1958. Pourquoi y voit-il la clef de l’indépendance nationale ?

Parce qu’il comprend très vite que le paradigme nucléaire américain sur lequel comptent manifestement très tôt les pays occidentaux, et notamment les pays membres de l’Alliance atlantique, ne sera jamais une garantie absolue. De Gaulle n’a jamais été convaincu qu’en cas d’attaque conventionnelle en Europe, et peut-être même en cas d’attaque avec des armes nucléaires tactiques, les États-Unis prendraient le risque de déclencher une guerre mondiale entraînant l’anéantissement de leur population. Il a toujours pensé que les Américains pourraient considérer l’Europe comme le premier terrain d’affrontement d’une guerre mondiale mais non comme le territoire sur lequel ils engageraient le destin entier de leur propre continent. À partir du moment où le paradigme nucléaire américain n’est pas assuré, il faut que la France puisse compter sur son propre dispositif de dissuasion. Le programme nucléaire français est engagé dès 1945. Les dirigeants de la IVe République poursuivent la première impulsion donnée par le gouvernement provisoire, mais ils ne savent pas encore si l’arme nucléaire française fera partie d’un ensemble, ils n’ont pas de vision cohérente. De Gaulle lui donnera un sens et une cohérence après 1958 : l’arme atomique devient une garantie de l’indépendance du pays. Si la France entre en guerre, il faut que cette guerre soit sa guerre, et qu’elle assure son salut. C’est le sens, déjà, même si ce n’est pas exprimé, du mémorandum qu’il envoie à Eisenhower en septembre 1958 : il lui propose de repenser complètement l’organisation de l’Otan ; il envisage une concertation entre les puissances occidentales – soit entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France – mais ni les Américains ni les Anglais ne le suivent. Il veut également entraîner l’Allemagne dans un rapprochement politique avec la France mais là aussi, les Allemands reculent au dernier moment : ils préfèrent le parapluie nucléaire américain à l’outil français de dissuasion. De Gaulle l’expliquera en février 1968, lors d’une conférence à l’École militaire : nous avons pris la bonne décision en choisissant le système de dissuasion tous azimuts parce que nous ne savons pas qui gouvernera les États-Unis dans vingt ans... La France ne doit pas se laisser entraîner dans une guerre si cette guerre n’est pas la sienne, en tout cas elle doit toujours conserver sa liberté d’appréciation. De là sa volonté de disposer de son système de dissuasion propre, par opposition aux Anglais qui, après Nassau (1962), acceptent une dépendance technologique forte à l’égard des États-Unis. Et il faut à la France une dissuasion encore une fois « tous azimuts » car comme elle peut être attaquée de partout, elle doit pouvoir frapper partout avec une gamme aussi large que possible pour un signalement stratégique fin. D’où le choix de la triade Forces aériennes stratégiques (FAS), Force océanique stratégique (FOS) (sous-marin nucléaire lanceur d’engins : SNLE) et composante tactique terrestre.

La finalité de la guerre est-elle toujours la paix ?

Bien sûr. De Gaulle se rallie à une très ancienne sagesse : préparer la guerre, c’est le seul moyen de la prévenir. Pour saisir sa vision du monde et de la guerre, il faut rappeler l’une de ses convictions profondes : les démocraties sont par définition des régimes moins préparés aux rapports de force que les régimes totalitaires ; elles ont des faiblesses qui tiennent à leur système de libertés, à leur forme de civilisation. Pour défendre leur indépendance, elles doivent toujours envisager des affrontements possibles, car on ne rattrape pas le retard accumulé une fois le conflit engagé.

La crise, la menace sont le lot commun des sociétés modernes, et non la tranquillité, le bien-être... qui ne sont que des états rares et transitoires, et potentiellement néfastes car ils peuvent conduire à un relâchement suicidaire. De Gaulle le dit dans les années soixante, au moment où personne n’a envie de l’écouter – la guerre de 1940 est encore proche dans les mémoires, celle d’Algérie aussi, et à l’époque, les Français ont surtout envie de confort et de progrès matériel. De Gaulle le répète, et ce n’est pas un rôle très gratifiant : il faut se préparer à un futur qui peut être dangereux ; les nouvelles technologies vont créer de nouvelles formes d’aliénation, dit-il en 1968-1969. Le capitalisme se retrouvera face à ses contradictions le jour où les idéologies se seront effondrées. Il parle même de l’« infirmité morale du capitalisme » qu’il faudra combattre et corriger par un État fort et une société réconciliée avec elle-même. La démocratie a besoin d’une armure intellectuelle et morale. De Gaulle est dans l’anticipation, encore et toujours. La grandeur, pour lui, est liée à l’ambition, à la capacité d’affronter de grandes épreuves par de grandes vertus morales. Il faut tirer les peuples vers le haut en leur proposant des objectifs, une vision, un élan. C’est tout le sens de la politique, la vraie : l’angoisse surmontée par la grandeur. Quelle terrible exigence, mais quelle puissante vérité et quelle leçon pour nous aujourd’hui...

1. L’intégralité du poème est disponible sur le site de l’Académie française.
2. Alain Larcan, De Gaulle inventaire, Bartillat, 2010.

Propos recueillis par Aurélie Julia



EXPOSITION

« La vie d’un chef, Charles de Gaulle (1890-1970) »

Exposition à la Maison natale de Charles De Gaulle à Lille
Du 3 décembre 2025 au 5 janvier 2026



L’exposition revient sur les grandes étapes de la vie de Charles De Gaulle. Présenter sa vie et sa pensée, c’est entrer dans l’Histoire du XX^e siècle. De la guerre des tranchées à la Seconde Guerre mondiale, de la reconstruction du pays à la création de la V^e République, de la décolonisation à la politique de grandeur, son parcours est un véritable témoignage d’une époque et de ses bouleversements.

À travers des citations, des photographies et documents d’archives, l’objectif est de mieux comprendre la trajectoire de cet homme, d’aborder également son intimité et sa vie de famille.

À découvrir aux horaires habituels de la Maison natale : du lundi au dimanche (sauf mardi), de 10h à 18h. Réservation conseillée.



